



**Centre de Coopération Internationale
en recherche Agronomique pour le Développement
CIRAD**

*Département des Productions Fruitières et Horticoles
CIRAD-FLHOR*

COMPTE-RENDU DE MISSION AUX ANTILLES

Du 16 au 26 octobre 2002

Jacky GANRY

COMPTE- RENDU DE MISSION AUX ANTILLES

Du 16 au 26 octobre 2002

L'objet principal de la mission était :

- - de participer à l'inauguration du PRAM,
- - de préparer la réunion du Pré-comité Scientifique du PRAM,
- - de participer à la réunion du Pré-comité Scientifique du PRAM,
- - de participer à la réunion de restitution du projet DIREN en Guadeloupe ;
- - de saisir cette occasion pour rencontrer les chercheurs pour aborder quelques sujets saillants,
- - de rencontrer les partenaires de l'INRA en Guadeloupe.

1. Inauguration du PRAM

- Réunion préparatoire à l'inauguration avec les représentants des différentes institutions (CEMAGREF, INRA, IRD, CIRAD) – 16/10/02
- Inauguration du PRAM (18/10/02) -Cf. Compte-rendu de Jean-Pierre Gaillard

« Le PRAM a été inauguré le 18/10/02 à 10 heures par le Préfet de la Région Martinique, en présence de représentants de la région et du département, du Président de la Chambre d'Agriculture de la Martinique, du Président de l'Odeadom -M. Guy Ovide-Etienne-, du Député-Maire du Lamentin -M. Pierre Samot-, des services de l'Etat, de l'université, des organisations professionnelles agricoles et naturellement des représentants des différentes institutions membres du PRAM et de leur personnel affecté en Martinique.

Ont successivement prononcé des discours officiels :

- M. le Préfet,
- M. le Représentant du Conseil Régional,
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture,
- M. le Président de l'IRD,, au nom des Présidents des établissements membres du PRAM,
- M. V. Dollé, Secrétaire Général du CIRAD,
- M. M. Eddi, représentant le ministère de la recherche et de la technologie.

Cette cérémonie, parfaitement organisée, a été d'une haute tenue. On doit remercier particulièrement ici M. J.J. Baraer, Président du PRAM, ainsi que Mme Jacqueline Legendry, assistante administrative à Petit Morne.

Enfin, si on a pu observer la présence d'une importante délégation de l'INRA de Guadeloupe, on a également constaté l'absence remarquée du Cirad de Guadeloupe.»

2. Pré-comité scientifique du PRAM

- Séance de réflexion scientifique prospective (Moutte) (17/10/02) – Cf. Compte –rendu de Jean-Pierre Gaillard :

« Ouverte conjointement par le Président du PRAM, M. Jean-Jacques Baraer, et par le Président de l'IRD, M. Jean-François Girard.

Cette table ronde ouverte à la plupart des chercheurs oeuvrant sur le PRAM a permis de revisiter les différentes thématiques d'intérêt commun pour les 4 institutions. Cette séance-débat a permis de clarifier les idées et de faciliter ainsi la réunion du Pré-comité scientifique (21/10/02) ».

Voir documents Annexes 1 et 2.

Les principaux points abordés au cours de cette séance ont fait l'objet d'un compte-rendu synthétique qui a été restitué par moi-même en fin de journée devant le Président de l'IRD et les diverses personnes n'ayant pas pu participer aux travaux (J.P. Gaillard, V. Dollé, M. Eddi, D. Picard, D. Cairol, J.J. Baraer...).

- Réunion du Pré-comité scientifique (Moutte, 21/10/02).
(Voir le relevé de conclusion en annexe 3).
- Visite terrain (29/10/02), remplacée en dernière minute par une présentation des activités de certaines équipes du PRAM en raison de conditions trop pluvieuses pour une visite de terrain.

Je tiens à remercier les collègues qui ont pu organiser des présentations « au pied levé » et ainsi donner une image dynamique des travaux conduits.

3. Réunion de restitution du projet DIREN Guadeloupe (23/10/02)

Avec la participation :

- de l'équipe CIRAD Neufchâteau,
- de l'équipe INRA CRAAF,
- de représentants de la DIREN –Chambre agriculture- DASS, DDE, Groupements bananiers, firmes phytosanitaires, Institut Pasteur, ...

Réunion de très bonne tenue ayant permis de faire passer des messages importants sur les relations agriculture/environnement et de capter les messages des partenaires (ex : préoccupation très forte de la DASS/pollutions pesticides).

4. Rencontre avec l'équipe INRA/CRAAG –Agronomie (APC) (24/10/02)

H. Ozier-Lafontaine, R. Tournebrise, P.M. Cabidoche, C. Bassette, J. Sansoulais (thèse), K. Clermont, J.M. Risède, M. Dorel, Ph. Cattan

- Grosse implication de l'équipe APC sur les plantes de service en liaison avec J.M. Risède.
- Une interaction plus forte APC – AMIS – MOST – FLHOR est recherchée pour le volet biologie des sols en liaison avec IRD/Université Paris 6 (Patrick Lavelle, Gladys Loranger).
- A noter que S. Marlet fait partie du Comité de thèse de J. Sansoulais.
- Il conviendra de veiller à mobiliser l'équipe APC pour les journées de septembre 2003.

Déjeuner avec Raymond Bonhomme (Bioclimatologue) :

Fort intérêt pour une interaction sur :

- phénologie - maladies émergentes/changements climatiques,
- épidémiologie/mécanismes de résistance plantes-pathogènes
- appui en agrométéorologie.

5. Rencontre Serge Manceron, Muriel Bonin, J.C. Govindin, M. Dorel, Ph. Cattan (23/10/02)

Objet : Projet Mica – Devenir J.C. Govindin

❖ Projet MICA :

- Objectif : Modéliser l'offre de production agricole en GLP. Nous concernant = volet bananier.
- Sources de données : recensement agricole + enquêtes déjà réalisées + rapports divers (lycées agricoles) .
A compléter par enquêtes à réaliser auprès de producteurs sélectionnés à partir des critères types d'exploitation/pratiques/niveaux technicité/situation géographique.
- **Outputs** :
. recommandations aux agriculteurs,

. aide à la décision des pouvoirs publics, groupements, chambre agriculture, au niveau régional.

✧ **Commentaires :**

→ L'offre agricole ne peut pas être dissociée de la demande et donc des marchés et débouchés :

- Locaux : import – substitution ,
- Régionaux : intégration régionale,
- Export : quelles possibilités/compétitivité.

Les mots-clés sont : compétitivité, qualité, différenciation des produits existants, diversification.

→ Quelle place pour l'agriculture en Guadeloupe ? Choix politique ?

A raisonner en terme de maintien de cultures pivots : banane, canne à sucre (?) et en terme de diversification (pour quoi faire ?) .

Un mot-clé est : **multifonctionnalité**.

→ Pour pouvoir intervenir crédiblement auprès des producteurs et obtenir des informations de leur part, il est important d'arriver avec des propositions qu'ils pourront juger utiles pour eux-mêmes en termes de gains de compétitivité, de différenciation de production et de diversification.

Dans ce contexte, pouvoir disposer de compétences en diversification constitue un atout. Une évolution de l'activité de J.C. Govindin vers l'ananas peut s'inscrire dans cette ligne, aux côtés d'autres compétences en diversification existant déjà à Vieux-Habitants ou ailleurs... dans la mesure où l'ananas constitue une piste intéressante comme voie de diversification en zone bananière.

En conséquence, il ne faut surtout pas voir l'évolution de J.C. Govindin vers une activité ananas en opposition à MICA, bien au contraire, mais plutôt comme un atout permettant d'en globaliser et valoriser l'impact.

6. Rencontre avec P. Fournier (24/10/02)

Point abordé :

✧ **Affectation J.C. Govindin sur ananas :**

- OK dans le contexte exposé en 5,
- Pour ce qui est de la demande d'avancement, il convient de le convaincre d'y aller progressivement (passage de 4 en 5 puis de 5 en 6) plutôt que de demander tout de suite un passage en 6 qui nécessiterait une ouverture de poste avec appel à candidature « cadre » pour lequel il faudrait qu'il se plie au jeu redoutable de la concurrence.

7. Rencontre Banagua (25/10/02)

- Denis Duflo, Président,
- Ph. Aliane, Directeur,
- Marc Dorel.

✧ Principaux points de la discussion :

Face à la crise actuelle de la production bananière guadeloupéenne :

→ Nécessité de renforcer la solidarité entre producteurs et groupements pour faire front commun ;

→ Mieux organiser l'appui technique en ayant une approche plus participative, impliquant le Flhor, et en engageant un processus basé sur l'apprentissage et la démonstration, en commençant par un petit réseau de producteurs « locomotives ».

Dans le contexte, le GIE devrait pouvoir élargir son champ d'action aux exploitations de plus de 20 hectares.

→ Importance du contrôle de qualité à l'arrivée.

→ Renforcer l'interaction avec l'aval, avec une plus forte implication des producteurs au niveau de l'acte final de vente au consommateur (en particulier au niveau des GMS) ;

→ Dans ce contexte, et seulement sous ces conditionnalités (solidarité, implication aval), entrer dans une logique de différenciation du produit autour de la variété (importance des actions Flhor), des pratiques (production raisonnée bio ?), de l'origine (ex : origine montagne), le couplage « Poyo/Montagne » peut constituer une base de labélisation intéressante (cf. : sélection Poyo C/O Lignières).

L'implication de l'INAO apparaît souhaitable (le CIRAD Flhor peut servir de relais).

ANNEXE 1

PROJET SCIENTIFIQUE DU PRAM

CONTRIBUTION A UNE EBAUCHE DE TEXTE

J. GANRY

1 - Cadre Stratégique :

Compte tenu des enjeux de l'agriculture dans les DOM et les RUP et dans un souci d'excellence scientifique sur des thèmes complémentaires des autres pôles existants ou à construire (Pôle 3P à la Réunion et Pôle Biodiversité en Guadeloupe) trois axes sont privilégiés pour le PRAM :

- Agriculture et impacts environnementaux
- Qualité des produits agricoles
- Processus de diversification agricole.

En termes d'enjeux économiques, il s'agit en effet de promouvoir une agriculture durable, plus respectueuse de l'environnement, et de mettre en marché, au niveau local ou à l'export, des produits diversifiés, de qualité et compétitifs, répondant aux attentes des opérateurs commerciaux et des consommateurs.

Au plan scientifique, il s'agit de mieux appréhender les processus physiques et biologiques liés aux pollutions agricoles et aux dégradations du milieu, afin d'en minimiser l'impact, de mieux caractériser la qualité des produits agricoles et d'en connaître les déterminants et enfin de fournir les bases techniques, économiques et sociales des processus de diversification agricole.

1.1. Agriculture et impacts environnementaux

Du fait de la convergence de trois composantes essentielles, à savoir :

- des productions intensives à hauts niveaux d'intrants pesticides et fertilisants,
- des zones insulaires montagneuses et fragiles,
- un milieu tropical,

les Antilles françaises sont à la fois confrontées à des contraintes agri-environnementales fortes pouvant être pénalisantes pour les activités agricoles, tout en constituant des sites

privilegiés pour conduire des recherches pertinentes sur les processus physiques et biologiques liés à l'impact de l'agriculture sur l'environnement terrestre et marin.

Il y a donc un enjeu scientifique fort à mobiliser le PRAM sur ces thématiques tout en répondant à la demande des opérateurs économiques et de la société civile en Martinique.

Les actions de recherche porteront essentiellement sur trois domaines :

- l'étude des composantes physiques et biotiques des processus d'évolution, de dégradation et de pollution du milieu, comme base du diagnostic agri-environnemental ;
- le développement d'approches de production agricoles et/ou protection intégrée, plus respectueuse de l'environnement et de la qualité des produits ;
- l'analyse des pratiques agricoles et la mise au point d'outils d'aide à la décision pour mieux gérer les interactions agriculture-environnement dans un respect de faisabilité économique (revenu de l'agriculteur), de qualité du produit et du rôle multifonctionnel de l'agriculture.

1.2. Qualité des produits agricoles

La qualité des produits agricoles constitue un atout essentiel sur lequel doivent s'appuyer les activités agricoles et d'élevage des DFA pour répondre aux exigences de compétitivité à la fois en terme de marchés à l'export ou de marchés locaux (dans une logique d'import-substitution), compte tenu des exigences de plus en plus pressantes des opérateurs commerciaux et des consommateurs en ce domaine.

Dans une logique de différenciation et de promotion commerciale, il importe de pouvoir caractériser la qualité des produits dans sa grande diversité en fonction des "angles de perception des différents acteurs".

L'amélioration de la qualité passe par une meilleure connaissance à la fois des composantes et des mécanismes d'élaborations au niveau agricole, mais aussi de l'incidence sur le produit final des pratiques "post-récolte" de conservation ou de stabilisation (transformation), dans une optique de préservation de la qualité jusqu'à l'utilisateur ultime qu'est le consommateur.

Au plan méthodologique, il s'agit de promouvoir une véritable démarche qualité permettant de projeter les attentes de l'aval aux divers niveaux de la chaîne de production, avec un souci de traçabilité des produits et d'identification des points de rupture.

Les actions de recherche portent essentiellement sur :

- la caractérisation de la qualité des produits végétaux et animaux ;
- l'analyse des composants de la qualité, incluant l'innocuité des produits ;
- la mise en œuvre de bases méthodologiques de démarches qualité et d'études de traçabilité.

1.3. Processus de diversification agricole

Du fait de la prédominance historique de certaines cultures pivot dans les DOM, tels que le bananier ou la canne à sucre, et compte tenu des évolutions économiques et sociales des dernières décades ayant entraîné une forte baisse de compétitivité de ces productions, la prise en compte de processus de diversification agricole devient une priorité.

Il s'agit à la fois de mieux appréhender ces processus dans les zones non concernées par les productions pivot, et déjà dominées par des activités de type polyculture élevage, et de jeter les bases d'une diversification agricole équilibrée à la fois au sein des cultures pivot (différenciation des produits et systèmes de production de type polycultureaux) et en alternative et relais à ces cultures pivot, là où elles ne s'avèrent plus rentables.

Au plan de la démarche scientifique, il s'agit :

- d'appréhender les déterminants économiques, sociaux et techniques des processus de diversification aux diverses échelles d'intervention (parcelle, exploitation agricole, région agricole, ...), en terme de faisabilité économique et d'impacts sociaux, environnementaux, ..., dans une approche multifonctionnelle de l'agriculture.
- De s'inscrire dès le départ dans une logique de productivité, de qualité et de compétitivité passant obligatoirement par les composantes techniques que sont les processus de sélection et de certification du matériel végétal ou animal, ainsi que l'adoption d'innovations permettant d'évoluer vers de nouveaux types de productions végétales ou animales.

2 - Modalités de mise en œuvre :

A partir du cadre stratégique ainsi défini, il s'agit :

- d'examiner les opérations en cours sachant que certaines s'inscrivent déjà pleinement dans les axes définis, mais que d'autres devraient plutôt être rattachées au Pôle biodiversité en cours de construction en Guadeloupe.
- de tenir compte des opérations en cours en Guadeloupe, s'inscrivant dans les axes définis pour le PRAM, et devant de ce fait être considérées comme complémentaires de celles conduites en Martinique, permettant ainsi de mieux valoriser la diversité des situations écologiques et socio-économiques, mais aussi le potentiel de recherche existant.
- d'identifier les "maillons manquants" et de les traduire en priorités de recherche pour la programmation à venir au niveau de chacun des organismes.

ANNEXE 2

Groupe de Réflexion Prospective

Compte-rendu de la réunion du 17/10/02

J.Ganry, avec le concours des rapporteurs : M.Gayalin, E.Blanchard,
H.Tézénas du Montcel, F. Leimbacher

1) PREALABLES pour une politique de recherche agronomique en Martinique

Le concept fondateur du PRAM est celui du rapprochement des équipes des quatre organismes de recherche que sont le CEMAGREF, l'IRD, le CIRAD et l'INRA pour à la fois mieux répondre aux enjeux agricoles, environnementaux, économiques et sociaux de la Martinique, tout en s'inscrivant dans une dynamique de coopération régionale et d'excellence scientifique au niveau international.

Les différences existant entre les organismes partenaires en termes de statut, de mandat, d'approches, de culture et de compétences doivent être considérées comme une grande richesse et un fort avantage comparatif pour le PRAM, et surtout pas comme un handicap. Il s'agira donc de s'attacher à valoriser au mieux ces différences, sachant que chaque entité pourra d'autant mieux travailler avec les autres qu'elle pourra garder sa propre identité.

Au delà des compétences existantes, chaque organisme devra être en mesure d'en mobiliser de nouvelles pour conforter le PRAM dans son projet scientifique et pour mieux répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain.

Dans un tel contexte, trois grands enjeux doivent être collectivement partagés par les quatre partenaires du PRAM :

- s'immerger pleinement dans les problématiques du développement agricole et économique de la Martinique, ... et des Petites Antilles,
- développer un niveau d'excellence scientifique, au travers d'actions de recherche de qualité,
- conférer au PRAM une bonne lisibilité aux niveaux national, régional Caraïbe, des RUP, et international.

=> Pour un meilleur **positionnement par rapport au développement**, trois éléments doivent être clairement pris en compte par les partenaires du PRAM :

- une **interaction** forte avec les utilisateurs, collectivités locales et pouvoirs publics au travers d'instances telles que, en premier lieu, le Comité d'Orientation du PRAM, les divers comités de suivi, ainsi qu'au travers d'actions directes sur le terrain ;
- un devoir d'**anticipation** de la recherche par rapport à la demande immédiate des utilisateurs, se traduisant par des réponses appropriées au bon moment, par la mise en œuvre de systèmes d'alerte et d'observatoires, par une capacité pour le PRAM de se positionner comme force de proposition face à l'avenir incertain de l'agriculture et des économies antillaises ;
- un souci de prise en compte de l'**appropriation** des résultats de la recherche par les utilisateurs.

- ⇒ Pour tendre à l'**excellence scientifique**, et au delà des dynamiques propres de chaque institution partenaire (programmation, évaluation,...), des partenariats doivent être développés avec d'autres centrales scientifiques (telles que IFREMER, BRGM, CNRS,...), avec l'Université et en premier lieu avec l'UAG (au travers de projets de recherche, d'accueil de stagiaires, DEA et thèses, et de la participation aux enseignements). Cela vaut au niveau national, mais aussi européen dans la dynamique de l'Espace Européen de la Recherche (cf. UCL en Belgique,...). Un point important sera de veiller à une articulation et complémentarité optimale avec le PARM.
- En outre les relations entre les équipes de Martinique et de Guadeloupe devront être renforcée.
- ⇒ Pour une meilleure **lisibilité** du PRAM aux niveaux national, régional et international, il importe que chacun des partenaires fondateurs le considère comme le point d'ancrage des thématiques dont il est porteur (cf.*infra*), ce qui n'exclut pas que des équipes puissent intervenir en d'autres lieux, et en Guadeloupe en particulier (cf. CRAAG ou CIRAD), dans une logique de forte interaction en réseau avec le Pôle d'Excellence que devra constituer le PRAM sur ces thématiques. Inversement, des activités accueillies par le PRAM pourront être raccordées à d'autres Pôles d'Excellence dans une même logique de pôles/réseaux. Il en est ainsi des actions conduites sur la biodiversité (ressources génétiques ananas par exemple) qui devront être raccordées au pôle Biodiversité en Guadeloupe. Dans une telle logique, un effort de lisibilité doit en particulier être fait au niveau de la région caraïbe et des RUP.

2) Programmation scientifique du PRAM à court et moyen termes

21- Proposition des grands axes thématiques.

La discussion sur la programmation scientifique du PRAM à court et moyen termes s'est faite selon deux approches :

- *rappel et synthèse des opérations de recherche (OR) existantes*. Il a notamment été soulevé la question de savoir ce qu'était une opération de recherche PRAM vis-à-vis de l'insertion dans un contexte institutionnel, du calendrier, de la localisation du responsable scientifique, de la localisation de l'exécution, du financement. Une opération pilotée depuis la Guadeloupe (INRA-AG) peut être une opération PRAM si le sujet étudié concerne la Martinique (avec partenaires relais en Martinique) et est exécuté en concertation étroite avec le PRAM. Un « label » PRAM pourrait alors être utilisé. Il est de plus apparu que certaines OR n'étaient pas encore lancées, ou n'étaient pas financées, ou étaient déjà terminées. Il est également apparu qu'il ne fallait pas tout mettre dans les fiches DOCUP (en raison de contrôles stricts et sévères) et que ces demandes DOCUP devaient bien faire apparaître les thèmes d'intérêts régionaux ou nationaux. Il est, de plus, recommandé de bien faire apparaître dans les fiches OR, d'une part les actions relatives à la formation et à l'encadrement (car le temps attribué à ces actions peut être relativement important) et d'autre part l'intégration au sein

d'une coopération régionale. Enfin, il a été proposé de reclasser les OR en fonction de la typologie suivante : (i) Recherche d'intérêt général (recherche d'excellence), (ii) Recherche d'accompagnement (pouvant faire l'objet des fiches DOCUP) et (iii) Appui technique, expertise et valorisation, en veillant à y associer les financements pertinents correspondants.

- *Identification des compétences du PRAM pour en faire un Pôle d'Excellence.* Trois thèmes scientifiques ont été proposés pour le PRAM (faisant référence à un texte proposé par J. Ganry (annexe 1)) : (i) *Agriculture, élevage et impacts environnementaux*, (ii) *Qualité des produits agricoles* et (iii) *Processus de diversification agricole*. Si les points (i) et (iii) ont été retenus par tous, en revanche le point (ii) a été considéré d'un autre niveau et devant être inclus aux points (i) et surtout (iii) Pour ce point (ii), il est clairement demandé de renforcer les collaborations entre le PRAM et le PARM (Pôle Agro-Alimentaire Régional de la Martinique). Il reste donc deux grands thèmes scientifiques pour caractériser la recherche agronomique du PRAM, le thème (iii) pouvant alors s'intituler *Processus de diversification agricole et de différenciation des produits par la qualité*.

La recherche menée dans ce cadre doit être tout à la fois une recherche d'excellence qui permette en même temps d'apporter une réponse aux questionnements du monde agricole et économique ainsi que de la société civile.. Celle-ci doit se faire en complémentarité avec le Pôle de Protection des Plantes (La Réunion) et avec le Pôle Biodiversité (en cours de montage à la Guadeloupe). Si le thème (i) paraît bien défini, il faudra être prudent sur le thème (iii) (Processus de diversification agricole) car les exemples de diversification réussie dans la Caraïbe sont relativement rares. Sur le thème (i) (Agriculture, élevage et impacts environnementaux), il faudra renforcer les collaborations avec l'UAG, l'IFREMER (pour les problèmes de charge polluante d'origine agricole sur l'écosystème marin) et le BRGM (pour les questions d'hydrodynamique interne).

22- Les opérations en cours.

Le groupe de réflexion a tenté de répartir les OR existantes en fonction de ces deux grands thèmes de recherche et de leurs sous-thèmes et de définir celles qui pourraient se rattacher au Pôle Biodiversité de Guadeloupe.

Trois sous-thèmes ont été proposés pour le thème (i) :

- les composantes physiques et biotiques,
- les approches de production/protection intégrée,
- l'analyse des pratiques et aide à la décision.

Deux sous-thèmes ont été proposés pour le thème (iii) :

- les déterminants socio-économiques,
- les composantes techniques.

Nous avons cherché également à classer les OR en fonction de leur typologie (Recherche d'intérêt général, Recherche d'accompagnement, Appui technique, expertise et valorisation).

23- Quelle prospective scientifique à moyen terme ?

Pour faire de la prospective à moyen terme, il est nécessaire d'avoir une vision de l'agriculture dans 10 ou 20 ans à la Martinique (ce qui n'est clair ni au MOM, ni à Bruxelles). Cette question pourrait être posée au Comité d'Orientation du PRAM de même que celle traitant de la multi-fonctionnalité et de la durabilité de l'agriculture. Il semble clair qu'actuellement, nous avons des manques en terme d'outils d'aides à la décision.

Avant de définir les priorités de recherche, et d'identifier les « maillons manquants » pour répondre efficacement et crédiblement aux enjeux économiques et scientifiques, il apparaît nécessaire, en préalable, d'identifier les opérations conduites au sein de chacun des organismes, en Guadeloupe en particulier, complémentaires de celles conduites par le PRAM. A noter que cette complémentarité se justifie d'autant plus qu'elle permet de mieux valoriser la diversité des situations écologiques, économiques et sociales, mais aussi le potentiel de recherche existant.

Une discussion a été lancée sur les manques en moyens humains (notamment) au sein du PRAM pour répondre aux questions posées. Il est apparu que certaines disciplines faisaient gravement défaut :

- Entomologie, en raison de problèmes grandissant liés à l'arrêt de l'utilisation de nombreux pesticides et à une recrudescence des problèmes phytosanitaires
- Nématologie, pour les mêmes raisons que ci-dessus, après le départ du chercheur en nématologie prévu pour 2004-2005.
- Biologie des sols (incluant les aspects sur la macrofaune, la microbiologie et la matière organique) en vue d'une meilleure compréhension du fonctionnement et de la fertilité du sol, ou en tant qu'indicateurs de la qualité du sol
- Hydrologie pour les aspects de drainage et de ruissellement des eaux et du devenir des produits polluants.

A court terme, il sera nécessaire de coordonner les données spatialisées (utilisables pour des modélisations agronomiques) et de créer un SIG performant (se rapprocher du laboratoire Télédétection de Montpellier).

En outre, les points à étudier dans un avenir très proche sont ceux de la pollution (pesticides, engrais) et ceux des pesticides rémanents (phyto-remédiation ?).

Enfin une réflexion doit être conduite au PRAM sur l'agriculture biologique et sur les actions à conduire en ce domaine, d'une part dans une logique d'approche intégrée, et d'autre part en s'intéressant à certaines composantes de l'agriculture biologique.

3) Moyens à mettre en œuvre.

Ce point a été traité parallèlement avec le point 2), sachant qu'aux thématiques nouvelles ou à poursuivre doivent correspondre des moyens nouveaux, à préserver, voire à conforter : entomologie, nématologie, biologie des sols, etc....

Une analyse doit être conduite au niveau de chacun des organismes et au niveau des autres partenaires du PRAM auprès de qui seront mobilisées les compétences nécessaires (IFREMER, BRGM, CNRS, UCL,...)

Un partenaire privilégié est l'UAG avec qui les liens doivent être renforcés dans des domaines clés des sciences de la vie, des sciences sociales et de la géographie, au travers de formations et d'encadrements d'étudiants.

4) Coopération régionale.

Une note a été présentée par H.Tézénas du Montcel, faisant le point sur les grands axes de coopération régionale.

Trois points sont à retenir des discussions :

- un renforcement des liens avec l'UAG constituera un vecteur fort de coopération régionale ;
 - c'est la thématique scientifique qui doit enclencher la dynamique de coopération régionale autour d'actions de R&D ;
 - la coopération régionale ne peut pas se décréter à partir des DOM, et du PRAM en particulier, mais doit se nourrir d'actions construites avec et dans les pays partenaires, en identifiant bien les « attraits » des demandes ainsi exprimées de même que les actions d'intérêts général et réciproque les plus propices à une coopération régionale (problèmes phytosanitaires, intégration régionale,...).
- La crédibilité et la lisibilité des actions de R&D conduites par le PRAM constitueront les meilleurs « atouts » pour développer ces actions de coopération régionale.

ANNEXE 3

Pré – conseil Scientifique du PRAM

Fort de France le 21/10/2002

Relevé de conclusions

Etaient présents :	Alain POULET	IRD
	Alain XANDE	INRA
	Dominique CAIROL	CEMAGREF
	Jacky GANRY	CIRAD
	Jean – Jacques BARAËR	PRAM
	Elisabeth PEREIRA	IRD
	Roger BAMBUCK	IRD
	Daniel BARRETEAU	IRD
	François LEIMBACHER	INRA
	Frédéric SAUDUBRAY	CEMAGREF

La réunion commence en l'absence du représentant désigné de l'INRA qui rejoindra le pré-conseil en fin de matinée.

Jean-Jacques Baraër accueille les participants et présente l'ordre du jour et le programme des deux journées .

Intervention du Président du PRAM

J.J. Baraër souhaite faire une intervention préliminaire en rappelant que lors du dernier Pré - Conseil (04.06.2002), le principe de la tenue de deux Conseils par an avait été retenu, un Conseil, au moins, devant se tenir en Martinique. Il lui a semblé important de profiter de la tenue de ce Pré-Conseil en Martinique pour inviter les représentants locaux des Etablissements (D. Barreteau, F. Saudubray et F. Leimbacher).

Elisabeth Pereira, assistante de Monsieur Alain Poulet assistera également aux travaux de ce Pré Conseil ainsi que Monsieur Roger Bambuck.

Approbation du relevé de conclusions de la réunion du 04/06/2002.

Après quelques modifications de détail, le relevé de conclusions de la réunion du 04/06/2002 est adopté.

Fonctionnement et composition du Conseil Scientifique.

Le principe est retenu de la composition suivante :

- 4 membres représentant les organismes fondateurs du PRAM, désignés par chacun des organismes,
- 6 personnalités extérieures,

Le principe de membres invités est également retenu.

Il est convenu que le Président du PRAM adresse une lettre aux Présidents du CIRAD, IRD et INRA avec copie aux Directeurs Généraux respectifs, et au Directeur Général pour le Cemagref, pour leur demander de bien vouloir nommer officiellement leur représentant au Conseil Scientifique.

Cette lettre, avant expédition, sera soumise, pour avis, par courrier électronique à A. Poulet, D. Cairol, A. Xandé et J. Ganry.

Dans cette lettre sera également annoncée la liste des « personnalités extérieures » afin de constituer un dossier de sélection.

Pour les personnalités extérieures (francophones), il est proposé deux représentants de l'UAG, deux représentants de la Caraïbe et deux représentants « européens ».

- J. Ganry doit transmettre à J.J. Baraër les CV de B. Delvaux ¹ et R. Ortiz ²;
- J.J. Baraër de son côté s'occupe de récupérer les CV de M. Burac ³ d' A. Moudhafi ⁴ et se charge de contacter I. Barrios Bel ⁵.
- A. Xandé transmettra à Jean Jacques Baraër le CV de Gary Garcia – Wayne ⁶

Il est proposé que le Président du Conseil Scientifique soit nommé parmi ses membres, sachant qu'il ne devra pas appartenir à l'organisme d'appartenance du Président du PRAM.

Il est également proposé la mise en place d'un secrétariat permanent du Conseil Scientifique, chargé de la préparation du Conseil Scientifique et de la circulation de l'information entre deux séances du Conseil Scientifique (J. GANRY a été désigné pour assurer cette fonction d'ici la prochaine réunion du Conseil Scientifique).

Examen du document « Opérations de Recherche » - Octobre 2002

Avant de passer à l'examen de cet important document, J. J. Baraër souhaite souligner l'important apport de D. Barreteau pour la rédaction de ce document.

¹ B. Delvaux Professeur des sciences du sol à l'Université Catholique de Louvain La Neuve (Belgique)
² R. Ortiz Secrétaire d'Etat à l'Agriculture République Dominicaine
³ M. Burac Professeur UAG
⁴ A. Moudhafi Professeur UAG
⁵ I Barrios Bel ICIA - Canaries
⁶ G. Garcia-Wayne UWI – Department of food production (Enseignant chercheur en production animale)

Il est demandé aux rédacteurs de ce document une présentation complémentaire en insistant sur les points suivants :

- les thèses, constituant des indicateurs pertinents de l'excellence scientifique du PRAM, doivent être mieux mises en exergue et différenciées des « mémoires » ;
- le positionnement de l'équipe « Agronomie » de l'INRA Guadeloupe (APC) doit être précisé, sachant que les deux actions conduites rentrent pleinement dans les deux axes d'orientation scientifique du PRAM ;
- les aspects liés à la multi-fonctionnalité de l'agriculture , très pertinents dans les DFA, doivent être mieux pris en compte

Compte –rendu de la journée du 17/10/2002 (cf. annexe n° 2)

Présentation du compte rendu de cette journée par J. Ganry, document préparé avec les contributions de M. Gayalin (CEMAGREF), F. Leimbacher (INRA) E. Blanchard (IRD) et H. Tezenas du Montcel (CIRAD) .

La discussion a porté sur les points suivants :

Positionnement par rapport au développement : face au gros "effet d'appel" des professionnels, des pouvoirs publics et de la société civile, il apparaît nécessaire de mieux organiser la communication vers l'extérieur pour recrédibiliter la recherche, réconcilier « science et société » en s'attachant aux fonctions de transfert -appropriation et aux analyses d'impact. Une présence plus forte au Comité de pilotage des « utilisateurs » devient de ce fait indispensable.

Une plaquette PRAM, avec fiches de présentation et fiches techniques, doit constituer un premier outil essentiel.

Documentation : IRD et CIRAD doivent joindre leurs efforts en ce domaine (mission conjointe à organiser). A noter qu'un VCAT Documentation est mobilisé par IRD.

Excellence scientifique

Le PRAM doit tirer le meilleur parti de sa localisation sur un site insulaire, montagneux, en zone tropicale, fortement anthropisé, avec une agriculture de type intensif, pour en faire un modèle d'étude des impacts environnementaux, des activités humaines et agricoles et des processus de régénération et préservation de ces milieux dans une logique de durabilité, multi-fonctionnalité et viabilité économique et sociale.

Questions diverses.

Date du prochain Conseil Scientifique : au cours du mois de mars 2003 ?

* N.B. : Hors séance A. Xandé a rappelé à J.J. Baraër que l'INRA ne s'était toujours pas prononcé officiellement sur les participants extérieurs aux Etablissements au Conseil Scientifique.